



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 3 - vendredi 17 avril 2009

Dans ce numéro :

- Les débuts de « l'ère Obama » ou le redéploiement libéral et impérialiste
- La sélection naturelle : une base scientifique, matérialiste, à l'évolution des espèces

Les débuts de « l'ère Obama » ou le redéploiement libéral et impérialiste

La tenue du G20 à Londres puis du sommet de l'OTAN à Strasbourg, les discours d'Obama à Prague, Ankara, Istanbul ont représenté un moment important où s'est redéfinie la politique des grandes puissances libérales et impérialistes pour faire face aux conséquences de la crise globalisée ainsi qu'à l'échec de la politique internationale mise en œuvre par Bush au lendemain du 11 septembre 2001.

« Nous vivons une période de défis économiques mondiaux auxquels on ne peut répondre par des demi-mesures ou les efforts d'un seul pays, quel qu'il soit. Il est aujourd'hui de la responsabilité des leaders du G20 de prendre des mesures audacieuses, ambitieuses et coordonnées qui non seulement permettront à l'économie de se redresser, mais ouvriront une ère nouvelle d'engagement économique capable d'empêcher à l'avenir une telle crise de se reproduire. [...] Mon message est clair : les Etats-Unis sont prêts à assumer leur leadership, et nous appelons nos partenaires à se joindre à nous, conscients de l'urgence et soucieux de l'objectif commun. Du bon travail a déjà été accompli, mais beaucoup plus reste à faire. Notre leadership est fondé sur une prémisse simple : nous sommes résolus à agir avec détermination pour sortir l'économie américaine de la crise et réformer nos mécanismes de régulation, et nos actions seront renforcées par les mesures complémentaires prises à l'étranger » avait tenu à dire Obama avant sa venue en Europe.

Il s'agissait pour lui et ses alliés de tenter de donner une cohérence d'ensemble à leur politique pour faire face au discrédit croissant dont ils sont l'objet comme le système capitaliste qu'ils défendent. L'enjeu est de taille pour eux car ce que l'on appelle la crise du capitalisme, « *crise systémique* », est bien la crise de la classe dominante. Le système capitaliste n'est pas une abstraction, un modèle, mais bien un rapport de classe défini à l'échelle internationale autour de l'exploitation salariée par la domination d'une aristocratie financière de plus en plus minoritaire et parasitaire.

Cette classe dominante n'est pas homogène, elle est traversée par des contradictions, des rivalités, des divergences d'intérêt mais elle est aujourd'hui, par delà ces contradictions, déstabilisée, discréditée, menacée par les conséquences de sa propre politique. L'ensemble de ses forces sont mobilisées pour faire face à la menace de faillite dans la perspective de sauvegarder sa domination.

La stratégie américaine est claire, reprendre l'offensive tant sur le plan économique que diplomatique et militaire pour restaurer son leadership sur le monde en posant au champion de la coopération avec les autres nations dans le cadre défini... par eux-mêmes et en invoquant la nécessité d'une nouvelle régulation du capitalisme...

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

Le G20, des réponses qui alimentent la crise

Cette politique qui se revendique de l'intérêt général est, bien au contraire, une politique de classe et c'est en s'adressant aux intérêts de classe de ses amis et rivaux qu'Obama entend ressouder autour des USA les autres puissances mais aussi les classes dominantes des pays dominés. « *Nous avons l'obligation économique, sécuritaire et morale de tendre la main aux pays et aux populations les plus gravement menacés. Si nous leur tournons le dos, les souffrances entraînées par cette crise seront plus vives encore, et notre propre redressement sera retardé du fait que les marchés susceptibles d'accueillir nos produits se rétréciront encore plus, entraînant par là même des pertes supplémentaires d'emplois américains.[...] Tout en agissant, nous devons nous engager collectivement à encourager le libre-échange et la liberté des investissements, tout en résistant aux tentations protectionnistes qui ne feraient qu'aggraver la crise.* »

Obama invoque l'interdépendance des différentes nations pour mieux préserver... la dépendance des nations les plus faibles à l'égard des USA et des autres grandes puissances et les inviter à s'y soumettre. La sauvegarde du leadership américain prétend s'identifier à la sauvegarde de la domination des classes capitalistes tant sur le plan économique que politique.

Il s'agit de tout faire afin que le capital financier traverse la crise avec le moins de dégâts possible. C'est là le sens de la politique suivie par les « autorités monétaires ». Passé le moment critique de fin septembre 2008 où l'objectif a été d'éviter l'effondrement du système financier, les sommes astronomiques injectées et les mécanismes mis en place visent moins le redémarrage du crédit que la limitation des pertes essuyées par les institutions financières. Là est encore leur priorité.

Les prétendus plans de relance n'ont pas d'autre objectif et rien n'est fait, ou si peu, pour empêcher ou simplement freiner la récession en cours. Sur le terrain de la production, les Etats laissent la crise accomplir son œuvre de dévalorisation du capital engagé dans la production, fermeture d'usines, l'envoi à la casse de machines et d'équipements et la mise au chômage massif des salariés. Sauvegarder les intérêts des groupes financiers tout en élaguant l'appareil productif, en le concentrant dans la perspective de dégager de nouveaux profits, telle est la politique des classes dominantes et de leurs Etats quel qu'en soit le coût social...

Les politiques confirmées aux USA et par le G20 auront probablement pour effet d'éviter un effondrement des banques et du système financier, du moins brutal, mais en contrepartie elles alimentent les mécanismes profonds de la crise : la contradiction entre une masse considérable de capitaux à la recherche de plus-value alors que la consommation diminue, que la production se rétracte et que les investissements productifs diminuent. Les classes dominantes gagnent du temps, sauvent l'essentiel. Mais, en fait, impuissantes à empêcher la récession, elles ne peuvent tout au plus que reculer les nouvelles échéances de la crise financière et aussi monétaire. Elles ne sont capables que d'une politique à courte vue en annonçant, pour les besoins de leur propagande, l'horizon d'une reprise pour 2010, 2011...

Une crise inédite qui repose tous les problèmes en termes nouveaux

L'autosatisfaction affichée par les chefs d'Etat et les commentateurs à l'issue du G20 se félicitant de la nouvelle coopération entre les Etats qui auraient su tirer les leçons du passé, de la crise de 29, relèvent du bluff ou de l'aveuglement.

Les classes dominantes n'ont guère appris depuis 1929. Dominées par la défense de leurs intérêts les plus immédiats, comme en 29, elles se contentent d'expédients. L'économie, elle, a beaucoup changé. Ces changements, conséquence de la mondialisation libérale, financière et des progrès techniques, ont créé des liens d'interdépendance financière, productive, commerciale qui contraignent les Etats et les bourgeoisies à tenter de coopérer pour éviter l'effondrement financier et la montée des protectionnismes. Cela donne à la crise actuelle un caractère inédit, mais ne signifie en rien que les classes dominantes ont tiré les leçons du passé pour être à même de la contrôler. Dans les années trente, la combinaison de l'effondrement du système bancaire et de la montée des protectionnismes dans un monde où la puissance dominante, l'Angleterre, cédait la place sans que la nouvelle, les USA, ait pu s'affirmer, produisit des enchaînements dramatiques qui conduisirent à la deuxième guerre mondiale impérialiste pour le partage et la domination du monde.

De tels enchaînements ne sont pas, à l'heure actuelle, inscrits dans la logique de la crise. Cela ne veut pas dire que les effets de cette dernière seront moins dramatiques pour les travailleurs et les peuples ni qu'elle ne va pas entraîner une exacerbation des tensions internationales. Mais la façon dont la crise évolue, ses rythmes, son

influence sur la politique des classes dominantes n'est pas sans importance, bien au contraire, du point de vue des possibilités d'intervention du mouvement ouvrier. La complexité des rapports d'interdépendances économiques et financières, les bouleversements des rapports de force entre les nations où les USA sont affaiblis sans qu'aucune autre nation ne puisse postuler à les remplacer, imposent la recherche de collaboration. Les maîtres du monde sont contraints de s'adapter mais cela ne signifie en rien qu'ils soient à même de mettre en place de nouvelles régulations. Bien au contraire, par delà les proclamations hypocrites, il s'agit de sauvegarder l'économie de marché, la concurrence, les luttes pour l'appropriation des richesses qui opposent à travers le monde les multinationales. Les régulations ne peuvent venir que des travailleurs et de la population.

Imposer le leadership américain comme seul garant de l'ordre libéral et impérialiste

C'est ce contexte qui explique la politique d'Obama et donne tout son sens à l'offensive diplomatique et militaire qu'il a engagée à l'occasion du sommet de l'OTAN, à Prague ou en Turquie. Elle vise à imposer le leadership américain à l'ensemble des nations dominantes comme la seule solution pour maintenir un ordre mondial face à la crise globale.

La politique internationale d'Obama prend en compte un double échec, échec économique et social, échec diplomatique et militaire. Le développement de la crise vient renforcer l'échec diplomatique et militaire, affaiblir les positions américaines au point que la position de Bush était devenue absolument intenable.

Les commentateurs essaient de trouver des motifs de satisfaction en voyant dans la redéfinition de la stratégie américaine une rupture avec Bush. Si la méthode est bien obligée de changer, quant aux objectifs, la continuité en réalité l'emporte, elle est même au cœur de la nouvelle stratégie qui constitue une escalade dans l'offensive impérialiste.

« *Il est temps de tourner la page* », avait déclaré Obama lors de sa campagne électorale. « *Quand je serai président, je mènerai la guerre qui doit être gagnée, avec une stratégie générale : sortir d'Irak et passer au juste champ de bataille en Afghanistan et au Pakistan ; développer les capacités et le partenariat dont nous avons besoin pour détruire les terroristes.* »

L'Afghanistan, devenu le « *juste champ de bataille* » pour occulter la guerre en Irak dont la propagande officielle voudrait laisser croire qu'elle est en train de trouver une issue. Mensonge.

Le « *pacte de sécurité avec les Etats-Unis* », approuvé par le gouvernement irakien, autorise les forces américaines à rester en Irak trois années de plus après 2008. Après 2011, un autre accord devra être conclu. Mais rien ne dit que cet accord se réalise et encore moins que, s'il se réalise, il puisse stabiliser la situation politique en Irak. La Maison Blanche et le Pentagone mettent à profit cette période de négociations et de tractations politico-militaires pour désarmer l'hostilité de l'opinion à la guerre tout en se redéployant en Afghanistan. « *Sortir d'Irak et passer au juste champ de bataille en Afghanistan et au Pakistan* » constitue en fait une stratégie offensive qui n'a rien de pacifiste. Non seulement, rien n'est moins sûr que la sortie d'Irak mais tout laisse à penser que le juste champ de bataille est en train de se transformer en point de concentration des tensions régionales et internationales.

Le choix d'Obama de régionaliser le conflit en y intégrant le Pakistan et de faire de la guerre en Afghanistan le centre des renégociations des relations des USA avec l'Iran, la Russie comme avec ses alliés européens est lourd de dangers.

En Afghanistan même, l'influence des forces réactionnaires et des talibans ne cesse de progresser. La mise en demeure du Pakistan de s'associer à la politique américaine ne peut qu'y accentuer les tensions internes, déstabiliser un pays de 140 millions d'habitants, doté de l'arme nucléaire et en conflit permanent avec l'Inde.

La volonté d'engager le dialogue avec l'Iran, invité fin mars à La Haye à une conférence sur la reconstruction de l'Afghanistan, de mettre fin à sa diabolisation n'a, en fait, rien d'une politique de coopération démocratique. Elle vise à jouer des ambitions d'une puissance régionale dans le cadre des rapports impérialistes. La décision de rouvrir les discussions sur les armes nucléaires, les intentions affichées de vouloir « *un monde sans armes nucléaires* » ne relève pas que de la propagande. Elle ouvre une renégociation des rapports de force, engage une redéfinition des relations entre les USA et les autres puissances, l'Iran et aussi la Russie.

La reprise des discussions avec la Russie, huit mois après la crise géorgienne, est le contre-poids à l'ouverture vers l'Iran dans une politique qui joue des rivalités entre nations.

« Au cours de ces dernières années, il y a eu des tensions entre nos deux pays et cela allait dans la mauvaise direction », a déclaré Dmitri Medvedev, le Président russe rajoutant : « Cela ne servait ni les intérêts des Etats-Unis, ni ceux de la Russie, ni ceux d'une stabilité mondiale. Nous nous sommes mis d'accord pour ouvrir une nouvelle page de nos relations, de les relancer sur de nouvelles bases, en tenant compte des responsabilités communes de nos pays à l'égard de la situation mondiale ».

Les USA et la Russie se sont par ailleurs entendus pour travailler ensemble sur l'Afghanistan et ont appelé l'Iran à fournir des éléments prouvant la nature « pacifique » de son programme de développement nucléaire. Ils ont également condamné le tir de missile par la Corée du Nord.

Ces négociations impliquent des contreparties et des surenchères concurrentes. Dmitri Rogozine, ambassadeur de la Russie auprès de l'OTAN n'a pas manqué de rappeler au moment même où Obama et Medvedev se réjouissaient de leur nouvelle collaboration : « Nous attendons d'abord une transformation de l'OTAN en alliance politique et militaire moderne, capable de garantir la sécurité dans l'espace euro-atlantique ; sinon elle se transformera en gendarme global. Nous attendons aussi des réponses sur la manière de régler la situation en Afghanistan. Les troupes de l'OTAN sont dans cette région, et nous ne voyons pas les résultats de leur action pour le moment. Enfin, nous attendons l'affirmation de la nécessité du partenariat avec la Russie, et la reconnaissance du fait que l'Alliance a commis des erreurs en s'alignant sur les positions du président géorgien durant l'été. » Autant dire que rien n'est oublié ni réglé !

Derrière les discours sur la coopération, chacun entend défendre ses propres intérêts tant sur le plan des relations diplomatiques qu'économiques, mener une lutte acharnée pour les zones d'influence, le contrôle des moyens de communication, d'approvisionnement en pétrole, en gaz, des richesses. Et c'est bien là où le libéralisme impérialiste est incapable d'apporter la paix. Au mieux il ne peut construire qu'une paix impérialiste fondée sur la domination d'une puissance sur les autres ou sur une entente entre puissances dominantes, une paix armée méprisant le droit des peuples qui prépare de nouvelles explosions guerrières.

L'OTAN, instrument politique et militaire au service de la domination des puissances occidentales

Dans ce contexte de crise, de tensions, de bouleversements des rapports de force, d'instabilité, accentués par la politique même des USA, l'OTAN représente le seul cadre d'alliance à peu près fiable pour eux, celui de « la famille occidentale ». Pour mener à bien leur offensive qui, sans avoir la bêtise de le dire, continue de s'inspirer du « chaos constructeur » vanté par les conservateurs américains, ils ont besoin d'un instrument politico-militaire à la fois cadre d'alliance politique stable et « gendarme global ». L'OTAN est devenu cet instrument. Intégration des pays de l'Est, liens de plus en plus formalisés avec Israël, relance des rapports avec la Turquie invitée par Obama à intégrer l'Union européenne, « la famille occidentale » tend à s'élargir pour défendre ses intérêts communs sous la houlette des USA. Le soutien apporté à la politique de ces derniers en Afghanistan constitue la pierre angulaire de cette alliance.

C'est aussi cette évolution du rôle de l'OTAN qui explique le choix de Sarkozy d'intégrer son haut commandement militaire. Cette décision ne change rien de fondamental sur la participation de la France déjà quatrième bailleur de fonds et cinquième fournisseur de troupes de l'OTAN. Elle n'en est pas moins un geste politique important au sens où elle illustre la logique des nouveaux rapports de force que, déjà en 2001, le traité de Lisbonne avait entériné par son article 28 stipulant que la défense européenne entrerait dans le cadre de l'OTAN.

Les USA contraints de renégocier leur leadership sur le monde se sont donné avec l'OTAN un instrument adapté à leurs nouveaux besoins.

Une nouvelle ère de tensions, de guerres et de bouleversements politiques et sociaux

L'ère Obama qui, voudrait-on nous faire croire, apporterait une nouvelle régulation économique et une nouvelle coopération internationale, sera bien plus probablement celle d'une crise économique sans fin, c'est-à-dire au mieux la stagnation, plus probablement une régression de la société dont les forces vives, les forces du travail, sont dévorées par le cancer du profit. Le parasitisme des classes dominantes devient, à travers la récession, exorbitant, insupportable. Il n'est plus masqué par le développement économique, bien au contraire, il apparaît comme responsable de la crise qu'il nourrit, entretient, aggrave. Le plus probable est qu'il n'y aura pas de reprise en 2010 pas plus qu'en 2011. Il n'y aura pas de réelle reprise parce que les classes dominantes sont dépassées par le développement social, les progrès techniques. Elles sont un archaïsme qui ne survit que par la violence de

l'exploitation et du pouvoir d'Etat. La stagnation, la régression économique et sociale nourriront les tensions internationales, la lutte pour l'appropriation des richesses sur le marché mondial, alimenteront la piraterie capitaliste, exacerberont la concurrence provoquant guerres et conflits locaux au risque d'un nouvel embrasement de la planète.

La principale inconnue de cette nouvelle ère est l'évolution de la Chine. La puissante classe ouvrière qui a bouleversé, par son travail et au prix de souffrances terribles, cet immense pays laissera-t-elle les classes dirigeantes chinoises s'engager plus avant sur le terrain de la concurrence internationale, des rivalités impérialistes pour contester le leadership américain ? Rien aujourd'hui ne l'indique mais en Chine, comme sur l'ensemble de la planète, la seule force capable de freiner, d'enrayer, d'empêcher la logique de la crise globale de la domination des classes bourgeoises de conduire le monde à une catastrophe dont nous sommes bien incapables d'imaginer les terribles conséquences, est bien celle des travailleurs, des opprimés.

Les discours officiels sur la nouvelle régulation ou la coopération internationale visent à entretenir l'illusion que les dirigeants du monde sont capables de maîtriser l'évolution de la société mais ils en sont, en fait, bien incapables. Derrière les discours, il y a la concurrence, la lutte pour les profits, les rivalités et les luttes d'influence.

Les débuts de « l'ère Obama » créent les conditions d'une nouvelle explosion, à plus ou moins long terme, des contradictions économiques et internationales à un niveau supérieur à tout ce que le passé a connu. Mais, dans le même temps, les nouveaux rapports de force auxquels les maîtres du monde doivent se plier ouvrent de nouvelles possibilités pour que la classe ouvrière puisse intervenir. Et c'est là sûrement le plus important, l'espoir.

Face à la faillite des classes dominantes une nouvelle classe se mobilise, une classe internationale qui n'a jamais de son histoire été aussi forte, aussi nombreuse, et qui prend conscience, au niveau de toute la planète, à travers sa vie quotidienne comme des événements internationaux, de la faillite des classes dominantes.

Au sein du monde du travail, une nouvelle conscience se forge pas à pas, la conscience que la lutte ne peut être que globale, politique, qu'elle ne peut dissocier les luttes revendicatives des luttes contre la propriété capitaliste et les Etats, de la contestation du pouvoir des classes dominantes.

Déjà, le slogan « *Pas question de payer leur crise* » se répand dans toute l'Europe. Il prend le contenu pratique et concret de l'unité de la classe ouvrière pour défendre ses droits et l'avenir de la société face à l'offensive de la bourgeoisie. Œuvrer à cette unité démocratique implique d'œuvrer dans le même temps à l'unité de tous ceux qui ont déjà conscience qu'il n'y a pas d'issue à la crise historique que connaît la société sans que les travailleurs conquièrent le pouvoir, la démocratie pour en finir avec la domination de la bourgeoisie et construire le socialisme.

Yvan Lemaitre

La sélection naturelle : une base scientifique, matérialiste, à l'évolution des espèces

« *Après cinq jours très intenses, avec 35 exposés faits par autant de spécialistes, on peut dire que l'objectif a été atteint. La paix entre la création et l'évolution apparaît plus solide aujourd'hui* », ont ainsi résumé ses organisateurs le colloque du Vatican qui s'est tenu en mars dernier à l'occasion de l'anniversaire de la sortie de *L'Origine des espèces* de Darwin. Depuis que l'Eglise a été obligée d'accepter la théorie de l'évolution en... 1996, les jésuites de toutes obédiences déploient des trésors d'énergie pour tenter de concilier le diable et le bon dieu, le ciel et la terre ou, au moins, trouver un compromis honorable entre création et évolution. Nos bons curés ont l'esprit large, ils sont prêts à tout entendre, l'évolution, la sélection naturelle, les mutations... tout sauf l'explication matérialiste de l'évolution formulée par Darwin, qui renvoie en enfer l'intervention divine ! Contraints d'intégrer les résultats de la science, leur combat n'a de cesse de démontrer que l'évolution n'est pas incompatible avec la création, la création n'est-elle pas elle-même évolution... ? Pour tous les curés, l'essentiel est de sauvegarder ce qui permet de dominer les âmes, le mythe des origines et le mystère tout puissant de la création, clé de la perfection divine devant laquelle les humbles pêcheurs n'ont de cesse que de trouver la

rédemption, de racheter leurs fautes pour oublier leur culpabilité... Alors Dieu vaut bien un compromis avec l'évolution...

La démarche de Darwin est à l'inverse, elle ne souffre aucun compromis. Nul mystère ni miracle, nulle catastrophe ni jugement dernier, les faits, rien que les faits, tous les faits et leurs enchaînements dynamiques... C'est en quoi consiste son génie, celui d'avoir su donner à l'idée d'évolution, qui avait déjà été formulée, un fondement scientifique, à l'époque où les progrès techniques et intellectuels, produits de la révolution industrielle, bouleversaient les connaissances. Comme le firent à la même époque Marx et Engels dans le domaine de la compréhension de l'histoire des sociétés humaines, donnant aux classes productives les moyens de comprendre leur propre histoire pour changer le monde. Nous reviendrons sur le lien entre ces deux théories, leur complémentarité, pour, dans cet article, nous consacrer aux grandes lignes de la théorie de la sélection naturelle.

... lire la suite de cet article sur notre site : www.npa-debatrevolutionnaire.org

Christine Héraud

[Au sommaire](#)